Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 534

Artikel: Silence! À Berne, des experts pensent pour vous
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022272

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

JEUX OLYMPIQUES

Quand communistes et socialistes appelaient au boycott

La *Voix ouvrière* s'indigne de la possibilité d'un boycott des Jeux de Moscou et de l'organisation de contre-Jeux. Que pouvait-on lire dans la presse de gauche en 1936, avant les Jeux de Berlin?

Le correspondant en Allemagne du *Travail*, le quotidien de Léon Nicole, campe le 12 mai les préparatifs dans la ville olympique: intimidation policière («les Juifs sont enjoints de s'abstenir de toute confidence susceptible d'indisposer les visiteurs à l'égard du Troisième Reich») et grands travaux au service de l'offensive de charme du nazisme et de l'afflux de devises étrangères.

La Lutte, hebdomadaire de ce qui s'appelait alors le Parti communiste suisse, où on trouvait déjà la signature de Jean Vincent, membre du comité central, annonce le 30 mai la constitution d'un Comité international pour le respect de l'esprit olympique: des sportifs appellent au boycott des Jeux de Berlin au nom de la Charte olympique, qui postule la paix entre les peuples et l'égalité entre les races.

Début juin, les deux journaux annoncent la mise sur pied à Barcelone d'une Olympiade populaire pour faire pièce à l'Olympiade fasciste sans pour autant pénaliser les athlètes. Elle est soutenue par les gouvernements de Front populaire de Catalogne et de France. A Genève, un comité prend les inscriptions des sportifs et organise un train spécial pour Barcelone (35 francs aller-retour). Il a sa rubrique presque quotidiennement dans *Le Travail*.

Une conférence se tient les 6 et 7 juin sous l'égide du Comité international pour le respect de l'esprit olympique. Au nom de l'opposition antifasciste allemande, Heinrich Mann (le frère de Thomas) s'adresse aux sportifs et aux citoyens des nations libres pour leur demander de ne pas aller magnifier une dictature inhumaine (*Le Travail*, 12 juin).

On croit entendre l'appel au boycott des JO de Moscou lancé par Leonid Pliouchtch le 23 septembre 1978 à l'occasion d'un meeting organisé à Genève par le comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (1).

Dans les colonnes de *La Lutte* du 27 juin, «un sportif» s'étonne du refus d'un membre du Parti socialiste de participer au comité d'honneur pour l'Olympiade de Barcelone «sous prétexte que sa présidence de la ligue suisse de basket l'oblige à participer aux Jeux de Berlin (?!)». Il le somme de ne «pas être l'hôte d'un pays où existe la censure de la presse et la parole, un pays où l'on torture les hommes dont les idées tendent au progrès du monde».

L'Olympiade de Barcelone n'aura pas lieu: deux jours plus tôt, la guerre civile a commencé. *Le Travail* du 20 juillet va jusqu'à se demander si le but d'Hitler en finançant les rebelles n'était pas de faire échouer l'Olympiade populaire...

Le 3 août, *Le Travail* annonce en pages intérieures l'ouverture des Jeux Olympiques et donne les premiers résultats. A la une, il publie le texte d'un tract répandu à Berlin. Nous citons:

«*Aux participants et aux visiteurs des Jeux Olympiques*!

» Les antifascistes de Berlin vous adressent quelques mots:

» Lorsque vous voyez Berlin sous les ornements olympiques; lorsque vous êtes reçus solennellement; lorsque vous serez logés dans le village olympique ou les logis confortables; lorsque vous vous rendrez au nouveau stade, *n'oubliez pas* que ces Jeux Olympiques, financés par les deniers de millions de travailleurs allemands, constituent, sous la protection d'Hitler, une manifestation en faveur de la dictature fasciste! (...)

» Des procès monstres contre des ouvriers catholiques, socialistes et communistes, contre des syndicalistes sont le prélude des Jeux Olympiques!

» Le camp de concentration et le pénitencier sont la récompense de milliers d'Allemands qui ont osé lutter pour défendre leurs droits et pour l'amélioration de leur existence! (...).»

Le tract encourage les visiteurs à demander de visiter les pénitenciers et les camps de concentration pour parler aux vrais combattants de la paix et de la liberté.

[1] Adresses utiles à Genève: case postale 31, 1213 Petit-Lancy 1. Lausanne: case postale 45, 1000 Lausanne 22.

Silence! A Berne, des experts pensent pour vous

Laissez donc parler les spécialistes! «Politique de sécurité», message du Conseil fédéral. Conclusion du chapitre 2: «Appréciation de la situation.» Nous citons: «L'évolution de la situation politique internationale, de la menace militaire, de la menace économique, ainsi que de la situation en matière d'espionnage, de terrorisme et de subversion, permet de conclure que, depuis 1973, la situation en matière de politique de sécurité de la Suisse n'est pas devenue plus simple.» Ouf! Voilà un diagnostic qui sonne juste et profond. A partir de là, on peut causer stratégie.